

PRÉFECTURE DE VAUCLUSE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement
et des affaires foncières

ARRETE COMPLEMENTAIRE
PRESCRIVANT LA LEVEE DES GARANTIES FINANCIERES
SUR LA CARRIERE EXPLOITEE PAR La Sté 4 M PROVENCE
sur la commune d'ORANGE au lieudit "Costière du Coudoulet".

N°SI2005-11-23-0060-PREF

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;
- VU le code de l'environnement dans sa partie législative, livre II - titre 1^{er} et livre V - titre 1^{er} ;
- VU le décret n° 77 - 1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76 - 663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2737 bis du 2 décembre 1993 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 610 du 23 mars 2000 ;
- VU le dossier déposé le 14 avril 2005 à la préfecture de Vaucluse dans lequel la Société 4M PROVENCE déclare l'arrêt définitif des travaux d'exploitation de la carrière d'Orange, au lieudit « Costière du Coudoulet » ;
- VU le procès-verbal de récolement du 23 septembre 2005 et le rapport de l'Inspecteur des installations classées du même jour ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 18 octobre 2005 ;
- CONSIDERANT** qu'il y a lieu de constater la fin des travaux d'exploitation et de lever les garanties financières de cette exploitation ;
- SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

A la suite du constat de l'arrêt de l'exploitation de la carrière de la société 4M PROVENCE, située sur le territoire de la commune d 'Orange au lieudit « Costière de Coudoulet », et de la réalisation des travaux de remise en état prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°610 du 23 mars 2000, il est mis fin aux garanties financières de cette exploitation.

ARTICLE 2 :

Un avis de l'arrêté sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire d'Orange et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée à la commune et à la Banque Chaix garant de l'exploitant.

Avignon le 23 novembre 2005
Pour le préfet,
Le Secrétaire général
Signé: Jean-Bernard BOBIN